

del simplifié, explique Laurence Halifi. Ils doivent déterminer quels sont les partenaires potentiels, évaluer les ressources nécessaires, imaginer le marketing, etc. Mais cela reste ludique, on n'entre pas dans les détails des charges sociales) Dernière étape: apprendre à présenter son projet de manière convaincante en public. Des entrepreneurs de la région interviennent régulièrement en classe «pour partager leur parcours et leurs difficultés».

● Les graines d'entrepreneurs ne manquent pas d'idées: Florilège de projets élaborés l'an passé au Collège Champittet (VD). Le «**Yeverbook**»: une sorte de yearbook interactif avec photos, vidéos et messages pour se souvenir de l'année scolaire en format 2.0. «**Unifoot**»: une association qui a pour but l'intégration d'enfants réfugiés par le biais de tournois sportifs. «Ce projet va être pérennisé, un enseignant a décidé de le poursuivre», précise Laurence Halifi. «**Garden plant**»: une

application mobile pédagogique pour faciliter la pratique du jardinage par les citadins. «**Mannafoot**»: une application mobile pour permettre aux joueurs de foot de 10 à 25 ans de se rencontrer en ligne pour compléter les équipes et avoir suffisamment de joueurs pour organiser des matches. Ils peuvent ensuite s'assurer de la disponibilité des terrains, les réserver, puis tous se retrouver à l'heure choisie. «**Nutrifork**»: une fourchette intelligente qui permet aux personnes avec

régime spécifique de connaître instantanément les calories, la quantité de glucide et de sucre ingérées à chaque bouchée. Des capteurs calculent les pourcentages de la composition et les associent au poids de la bouchée. Enfin, les «**koliettes diagnostiquantes**»: on insère une bandelette dans un système installé dans les WC et à chaque passage, l'analyse électronique de la bandelette permettra d'indiquer d'éventuelles carences en fer, le taux de cholestérol, etc. A.T.

sauf une approche active autour d'ateliers et de prises de parole, c'est un schéma plus difficile à mettre en œuvre au secondaire Il en raison de la volumétrie des écoles, explique Pierre-Antoine Preti, porte-parole. Mais ces thématiques – entreprenariat, gestion – sont abordées en filières professionnelles. Et les enseignants dispensés dans tous les degrés tendent à développer la réflexion critique, l'autonomie et la créativité.»

Il indique encore qu'une réflexion est en cours avec le Département de l'économie pour développer l'envie d'être entrepreneur chez les élèves du Cycle.

Programme détaillé sur
www.genevayogaatfestival.ch

Trois Syriens trouvent refuge au temple des Pâquis

Menacés de renvoi vers la Croatie en vertu des accords de Dublin, les Musa craignent d'être séparés d'une partie de leur famille

Depuis vendredi, Hazna, 22 ans, Slava, 24 ans, et Walat Musa, 25 ans, se sont réfugiés au temple des Pâquis. Par ce geste, la fratrie kurde de Syrie tente de se prémunir contre un renvoi de Suisse.

Mercredi, six mois se seront écoulés depuis que leur demande d'asile a été frappée d'une non-entrée en matière en vertu des accords de Dublin. A cette date, si la fratrie n'a jamais été considérée comme disparue ou n'a pas pu être renvoyée, elle pourra déposer une nouvelle demande d'asile, qui devra être traitée par la Suisse. Dans son périple, la fratrie a traversé de nombreux pays, dont la Croatie, qui aurait pris une photo et émis



Slava, Walat et Hazna Musa, au temple des Pâquis. OLIVIER VOGELSLANG

un document attestant de leur passage sur son territoire. En médiatisant le cas des Musa, Solidarité Tattes souhaite démontrer les accords de Dublin qui permettent de renvoyer un requérant d'asile vers le premier pays européen où il a été enregistré. «La Suisse est une grande consommatrice du règlement Dublin. Or lors-

qu'on l'applique à la lettre, on peut commettre des erreurs regrettables, dénonce Juliette Fierret, membre de l'association. Le cas des Musa est exemplaire. Les renvoyer en Croatie serait inhumain car ils ne connaissent personne là-bas et ils ont leur famille ici.» La fratrie serait également séparée d'un quatrième frère, Re-

dur. Ce dernier était mineur à son arrivée en Suisse et sa demande d'asile va donc être traitée ici.

Lisa Mazzone, conseillère nationale Verte, marraine de la fratrie, s'associe à ce combat: «Les autorités ont une marge de manœuvre. Le Secrétariat d'Etat aux migrations peut décider de prendre en charge la demande d'asile si les migrants ont de la famille ici. Et, s'il ne le fait pas, le Conseil d'Etat peut renoncer à exécuter le renvoi.»

Leur «refuge» au temple pré-munit-il les Musa d'un éventuel renvoi? «Nous ne commentons pas les cas particuliers», répond le service de communication du Département de la sécurité et de l'économie. Une action de solidarité était organisée hier en fin

d'après-midi, en présence notamment de Jean Ziegler. Pour sa part, le Parti socialiste a écrit une lettre de soutien au Conseil d'Etat.

Laure Gabus

Loi sur le renseignement: les cantons latins unis

Les chefs des Départements de justice et police des six cantons romands et du Tessin étaient hier à Genève

Les membres de la Conférence latine des chefs des départements de justice et police (CLDJP) ont fait part de leur soutien unanime à la nouvelle loi sur le renseignement, hier à Genève. Ils espèrent qu'elle recueillera «l'assentiment franc et massif de la population» lors des votations du 25 septembre.

«Cette conférence de presse est exceptionnelle, la CLDJP ne prend pas position habituellement», a déclaré Pierre Maudet, conseiller d'Etat PLR genevois et président de la CLDJP. Provenant de partis différents, les sept membres de la conférence soutiennent la nouvelle loi, a-t-il précisé. Selon eux, elle placera la Suisse au

même niveau que les pays européens et donnera les moyens d'agir au Service de renseignement de la Confédération. «On ne lutte pas contre les menaces actuelles avec une loi du passé», a souligné la ministre jurassienne socialiste Nathalie Bartholot. Les nombreux garde-fous permettent de balayer les inquiétudes quant à un empiètement sur la vie privée.

La nouvelle loi permettra une mise à niveau des modes de pensée et d'action et des autorités compétentes, elle facilitera le flux d'informations face aux menaces actuelles, comme le terrorisme islamiste violent, a relevé le ministre UDC valaisan Oskar Freysinger. Si la loi passe, la Confédération allouera aux cantons une vingtaine de nouveaux postes affectés au renseignement. Mais certains, comme Vaud et Genève, en créeront aussi. **ATS**